

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ÉTAT. Ministère de la Transition écologique et solidaire. Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Occitanie.

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Occitanie par délégation de Monsieur le Préfet de la région Occitanie

Objet de la consultation

A620 - Rode Sud de Toulouse - achèvement de la mise à 2x3 voies du périphérique
Section Rangueil-Lespinet - Construction de l'écran acoustique ME6

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 12 février 2021 à 16h00 (heure locale de l'adresse du RPA)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	6
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-10. Délai de validité des offres.....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	7
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	7
3-1. Solution de base.....	8
3-2. Variantes.....	13
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	13
4-1. Jugement et classement des offres.....	13
4-2. Sélection des candidatures.....	18

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	18
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	19

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne :

- les travaux de construction d'un écran acoustique au niveau de la Rocade Sud de Toulouse - section Rangueil-Lespinet

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : commune de Toulouse (département de la Haute Garonne)

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Chaque entreprise qui se présente ne pourra remettre pour la présente consultation qu'une seule offre en agissant soit en qualité de candidat individuel, soit de membre de groupement.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Les modifications du CCTP sont interdites pour la solution de base.

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Si, lors de son examen, l'offre de base est rejetée au motif qu'elle est irrégulière, inacceptable ou inappropriée, la ou les variantes ne seront pas examinées.

Les candidats **peuvent** présenter une offre comportant une ou des variantes portant sur :

- l'espacement entre poteaux des écrans acoustiques ;
- la nature du matériau absorbant des écrans acoustiques en remplacement du Béton de Bois de la solution de base .

Nombre maximal de variantes autorisées : **trois (3) variantes maximum.**

Le dépôt d'un nombre supérieur de variantes rendra l'ensemble des variantes irrégulières. Ainsi, seule l'offre de base sera analysée.

Les variantes présentées par les candidats respecteront les exigences minimales suivantes :

- l'espacement entre poteaux des écrans acoustiques est limité à 6,00m maxi et le pas est constant hors points singuliers ;
- le Béton de Caoutchouc et le Béton de Pouzzolane sont les seuls matériaux autorisés pour les variantes. Les autres matériaux ne sont pas admis.
- les types de fondations autorisées sont la semelle isolée sous poteau (clavage obligatoire des longrines dans les massifs, réservations dans massif de fondations interdites).

Les modalités de leur présentation sont précisées à l'article 3-2 ci-après.

Les variantes présentées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle.

La variante retenue pourra être forfaitisée dans le cadre de la mise au point du marché, le cas échéant.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 240 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

La pandémie COVID-19 qui sévit actuellement doit être prise en compte dans les mesures à mettre en oeuvre concernant la santé des travailleurs tant que cela le nécessitera.

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le projet de règlement du Collège interentreprises.

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de travail qui sera

constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont définies dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE).

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur (<http://www.marches-publics.gouv.fr>)

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- **Bordereau 0: pièces relatives aux conditions d'appel à la concurrence**
 - L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication (AAPC);
 - Le présent règlement (RC);
- **Bordereau 1: pièces amenées à devenir contractuelles**
 - L'acte d'engagement (AE) ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe, la notice de Respect de l'Environnement (NRE);
 - Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF);
 - Les détails estimatifs (DE) ;
 - Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et ses annexes :
 - le guide préconisation de sécurité sanitaire en période d'épidémie de coronavirus SARS-COV2 (COVID-19) de l'OPPBTP ;
 - Conditions sanitaires à respecter pour l'opération de mise à 2x3 voies du périphérique de Toulouse dans le cadre de l'épidémie de COVID-19.
 - Les
 - Le Dossier des plans (écran acoustique, DESCO);
 - Les Déclarations de Travaux ;
- **Bordereau 2: pièces non contractuelles destinées à faciliter l'intelligence du dossier**
 - Les études géotechniques (G2) ;
 - La note de calcul des écrans ;
 - Les autorisations d'occupation temporaire (ISAE et ONERA);
 - La définition des aménagements architecturaux et une photo des écrans acoustiques déjà réalisés;
 - Les études acoustiques;
 - Les plans des réseaux existants ;
 - Le dossier mise hors gaz – canalisation GRDF ;
 - Le cadre de Sous-détail de prix unitaire et décomposition de prix forfaitaire (modèle) ;
 - Le sommaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;
 - Le planning indicatif des Travaux.

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.

dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent règlement par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr (DAJ / Formulaires - Marchés publics). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires ainsi que le détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

- Une décomposition des prix forfaitaires n° : 1001, 1002, 1004, 1011, 1016, 1018, 7001 ;

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- Un sous-détail des prix unitaires n° : 1014, 2006, 4007, 5006a, 5006b, 5007 ;

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- Les déboursés ou frais directs ;
- Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Nota sur les décompositions de prix forfaitaires et les sous-détails de prix unitaires :

La décomposition du coefficient à appliquer sur les déboursés secs devra être indiquée en distinguant, d'une part le contenu des frais de siège et d'autre part, précisément, par postes, celui des frais de chantier (encadrement, matériel indivis, main d'œuvre indivise, etc).

L'attention des candidats est attirée sur l'importance attachée à la précision des décompositions et sous-détails qui seront pris en considération pour apprécier la cohérence de leurs offres, en particulier dans le cadre de l'appréciation de leur valeur technique. Les décompositions et sous-détails ne pourront être d'une moindre précision au motif qu'une prestation serait sous-traitée. Devront apparaître en toute hypothèse, de manière exhaustive et distincte, la main-d'œuvre et sa qualification, le matériel, les consommables et les fournitures.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Le **mémoire technique** comportant :
 - un planning de réalisation du mur témoin accompagné de la description de la méthodologie de réalisation;
 - une indication concernant les principales fournitures au regard des spécifications du marché , et éventuellement les références des fournisseurs correspondants : armatures de béton armé, bétons, éléments de murs (PV des performances intrinsèques des panneaux en béton poreux à fournir), éléments pré-fabriqués, anti-graffitis;
 - les principales procédures d'exécution pour satisfaire au marché : coffrage des massifs, réalisation et liaisonnement des longrines sur massif, élingage des éléments de murs (poteaux, panneaux,...) en fonction des contraintes du site, étanchéité acoustique entre murs;
 - une note d'analyse des éléments relatifs aux ouvrages fournis en pièces non contractuelles (études géotechniques, note de calcul Projet, définitions des aménagements architecturaux, étude acoustique), illustrant la bonne compréhension par le candidats des différents paramètres, hypothèses et enjeux des travaux à réaliser et présentant les méthodes particulières proposées. Dans le cas d'une variante, suivant les indications mentionnées à l'article 2.5 du présent document, une justification de la solution proposée et une présentation des avantages et inconvénients notamment par rapport à la solution de base, seront communiqués avec les PV des performances intrinsèques des panneaux en béton poreux;

● **Le mémoire relatif à l'exploitation sous chantier :**

- les différentes modalités prévues en termes d'exploitation sous chantier pour satisfaire aux travaux ainsi que l'organisation de la circulation dans et autour du chantier ;
- les pistes d'optimisation afin de limiter les emprises chantier;
- l'identification des zones de stockages susceptibles d'être retenues;
- un planning retraçant l'ensemble des délais de production et d'instruction des DESC, validation du maître d'œuvre comprise.

● **Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ)** définissant les principales dispositions d'organisation que le soumissionnaire s'engage à mettre en place pour s'assurer l'obtention de la qualité requise. Il précisera, outre l'engagement du soumissionnaire sur la mise en oeuvre des dispositions du SOPAQ et la désignation des parties concernées par l'opération :

- les principales dispositions en matière d'organisation générale du contrôle interne et externe;
- les principales dispositions en matière de maîtrise de la planification et de la qualité des études d'exécution;
- les principales dispositions en matière de maîtrise des fournitures ainsi que des prestations et des travaux sous-traités ;
- les principales dispositions en matière de maîtrise des procédures d'exécution des ouvrages;
- les principales dispositions en matière d'organisation des contrôles de la qualité des ouvrages in situ;
- les principales dispositions en matière de maîtrise de suivi des documents.

Après mise au point, le SOPAQ sera rendu contractuel à la signature du marché.

● **Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE).** Il comprendra, outre l'engagement de l'entreprise à mettre en oeuvre les dispositions du SOPRE :

- une notice environnementale générale explicitant les enjeux, les difficultés environnementales et les dispositions envisagées pour y répondre;
- les principales dispositions d'organisation et de contrôle ainsi que les principales mesures que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre pour respecter les exigences spécifiées en matière environnementale, et prévenir et/ou réduire les impacts sur l'environnement;
- les mesures prises par le candidat pour la réduction des nuisances pouvant affecter les riverains, le personnel du chantier et les usagers de la route;
- les dispositions générales relatives à la gestion des déchets que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre, dont le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets du chantier, en conformité à la réglementation;

Cette composante gestion des déchets du SOPRE, présente :

- l'organisation proposée en matière de gestion des déchets;
- les éventuelles modalités de revalorisation des matériaux présents sur le site;
- les modalités de transport pour l'acheminement des déchets, selon leurs natures;
- les centres de stockage, ou centres de regroupement ou transit, ou plate-forme de

recyclage ou lieu de réutilisation, où seront acheminés les différents déchets à évacuer, selon leurs natures;

- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents types de déchets sur le chantier d'origine;
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en oeuvre pendant les travaux, par nature de déchets.

Après mise au point, le SOPRE sera rendu contractuel à la signature du marché.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

Dans le cadre d'un groupement avec un compte joint, le candidat devra fournir une attestation signée de la part des cotraitants autorisant le mandataire à percevoir l'ensemble des sommes pour les cotraitants.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

3-2. Variantes

Le dossier général "Variantes" comportera un sous-dossier particulier pour chaque variante proposée.

Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante.

De plus, y seront ajoutés :

- les modifications du CCTP et des pièces annexes qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées ;
- les pièces explicatives nécessaires à la compréhension de la variante (plans, notes de calcul, calendrier d'exécution, etc.).

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

4-1. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RPA prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. S'il décide d'avoir recours à cette négociation, celle-ci sera menée dans les conditions suivantes :

- Le RPA négociera avec les candidats ayant obtenu une note supérieure ou égale à la moyenne sur le critère « Valeur technique » à l'issue de l'analyse des offres.
- La négociation se déroulera en une ou plusieurs phases successives. A chaque phase, par application des critères d'analyse des offres, le candidat classé dernier sera éliminé. Cette négociation s'effectuera par échange sur la plateforme PLACE. La négociation pourra porter sur l'ensemble de l'offre. Elle est conclue par le RPA qui communique, via la plateforme PLACE, à chaque candidat admis à négocier, la date et l'heure limite pour la remise d'une nouvelle offre originale. Les nouvelles offres originales doivent être présentées conformément aux exigences du présent RC.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RPA examinera l'offre de base des soumissionnaires ainsi que les variantes, pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
N1- Le prix des prestations ;	50 %
N2 - La valeur technique des prestations, appréciée au vu des éléments du mémoire technique, du mémoire exploitation sous chantier, du SOPAQ, des décompositions des prix forfaitaires et des sous-détails des prix unitaires;	40 %
N3 - La valeur environnementale de l'offre au regard des éléments contenus dans le SOPRE;	10 %

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches.

♦ Critère « prix des prestations » : note N1

Chaque offre se verra attribuer une note **N1** comprise entre 0 et 50 points.

La note **N1** sera calculée selon la formule qui suit :

$$N1 = 50 \times (Mor/Moc)$$

avec **MOc** = Montant HT de l'offre considérée

MOr = Montant HT de l'offre conforme la moins disante prise comme référence

♦ Critère « valeur technique de l'offre » : note N2

Chaque offre se verra attribuer une note **N2** comprise entre 0 et 40 points.

La note **N2** sera attribuée comme suit, au travers de sous-critères correspondant à des éléments demandées au règlement de la consultation :

Note	Critère	Sous-critère	Points
N2	Valeur technique de l'offre	VT1: Mémoire technique	de 0 à 17
		VT2: Mémoire exploitation sous chantier	de 0 à 17
		VT3 : SOPAQ	de 0 à 6

Dans l'analyse des sous-critères, il sera tenu compte de la cohérence et de la précision des sous-détails de prix unitaires et décompositions des prix forfaitaires au regard des justifications techniques développées dans les mémoires et le SOPAQ.

La note **N2** sera égale à **VT1+VT2+VT3** et variera de 0 à 40 points.

Les éléments fournis dans le mémoire technique (VT1) seront notés sur 17 points de la façon suivante :

- un planning de réalisation du mur témoin accompagné de la description de la méthodologie de réalisation; **sur 4 pts;**
- une indication concernant les principales fournitures au regard des spécifications du marché, et éventuellement les références des fournisseurs correspondants : armatures de béton armé, bétons, éléments de murs (PV des performances intrinsèques des panneaux en béton poreux à fournir), éléments pré-fabriqués, anti-graffitis; **sur 2 pts;**
- les principales procédures d'exécution pour satisfaire au marché : coffrage des massifs, réalisation et liaisonnement des longrines sur massif, élingage des éléments de murs (poteaux, panneaux,...) en fonction des contraintes du site, étanchéité acoustique entre murs; **sur 5 pts;**
- une note d'analyse des éléments relatifs aux ouvrages fournis en pièces non contractuelles (études géotechniques, note de calcul Projet, définitions des aménagements architecturaux, étude acoustique), illustrant la bonne compréhension par le candidat des différents paramètres, hypothèses et enjeux des travaux à réaliser et présentant les méthodes particulières proposées. Dans le cas d'une variante, suivant les indications mentionnées à l'article 2.5 du présent document, une justification de la solution proposée et une présentation des avantages et inconvénients, notamment par rapport à la solution de base, seront communiquées avec les PV des performances intrinsèques des panneaux en béton poreux; **sur 6 pts.**

Les éléments fournis dans le mémoire relatif à l'exploitation sous chantier (VT2) seront notés sur 17 points de la façon suivante :

- pertinence d'analyse des différentes modalités prévues en termes d'exploitation sous chantier pour permettre l'exécution des travaux en respectant les exigences du dossier d'exploitation sous-chantier de l'opération (DESCO) ainsi que l'organisation de la circulation dans et autour du chantier; **sur 10 pts;**
- les pistes d'optimisation afin de limiter les emprises du chantier; **sur 4 pts;**
- l'identification des zones de stockages susceptibles d'être retenues; **sur 2 pts;**
- recevabilité du planning retraçant l'ensemble des délais de production et d'instruction des dossiers d'exploitation sous-chantier (DESC), validation du maître d'œuvre comprise (délai minimum de validation du maître d'œuvre fixé à 10 jours pour chaque version de DESC soumis à la validation); **sur 1 pt.**

Les éléments fournis dans le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (VT3) seront notés sur 6 points de la façon suivante :

- les principales dispositions en matière d'organisation générale du contrôle interne et externe; **sur 1 pt;**
- les principales dispositions en matière de maîtrise de la planification et de la qualité des études d'exécution;; **sur 1 pt;**

- les principales dispositions en matière de maîtrise de la qualité des fournitures ainsi que des prestations et des travaux sous-traités; **sur 1 pt**;
- les principales dispositions en matière de maîtrise des procédures d'exécution des ouvrages; **sur 1 pt**;
- les principales dispositions en matière d'organisation des contrôles de la qualité des ouvrages in situ; **sur 1 pt**;
- les principales dispositions en matière de maîtrise de suivi des documents. **sur 1 pt**;

♦ **Critère « valeur environnementale de l'offre » : note N3**

Chaque offre se verra attribuer une note **N3** comprise entre 0 et 10 points.

La note **N3** sera attribuée comme suit, au travers de sous critères correspondant à des éléments demandés au règlement de la consultation :

Note	Critère	Sous-critère	Points
N3	Valeur environnementale de l'offre	VE1: SOPRE	de 0 à 10

La note **N3** sera égale à **VE1** et variera de 0 à 10 points.

Les éléments fournis dans le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (VE1) seront notés sur 10 points de la façon suivante :

- la pertinence des indications portées dans une notice environnementale générale explicitant les enjeux, les difficultés environnementales et les dispositions envisagées pour y faire face ainsi que les principales mesures que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre pour respecter les exigences spécifiées en matière environnementale et pour prévenir et/ou réduire les impacts sur l'environnement; **sur 6 pts**;
- les mesures prises par le candidat pour la réduction des nuisances pouvant affecter les riverains, le personnel du chantier et les usagers de la route; **sur 2 pts**;
- les dispositions générales relatives à la gestion des déchets que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre, dont le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets du chantier, en conformité à la réglementation; **sur 2 pts** ;

Grille de pondération pour la notation des critères N2 et N3

Les points sont attribués à chaque sous-critère défini ci-dessus en fonction de la qualité et de la pertinence des documents fournis par le candidat selon les 4 niveaux suivants :

- 0 point si absence du document ;
- 25 % de la note maximale si document insuffisant dénotant une analyse trop superficielle du dossier ;
- 50 % de la note maximale si document répondant simplement aux exigences du marché mais sans valeur ajoutée particulière ;
- 75 % de la note maximale si document complet, qui couvre presque complètement les divers éléments du chantier et qui apporte des éléments sur la bonne appréhension des difficultés et leur résolution ;
- 100 % de la note maximale si document complet et détaillé, qui apporte des éléments convaincants sur la bonne appréhension des difficultés et leur résolution et sur la qualité des prestations qui seront réalisées.

La note globale de l'offre est la somme des valeurs de N1, N2 et N3 (soit $N1+N2+N3$).

L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre qui a obtenu la note globale la plus grande.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Dispositions relatives à la signature électronique :

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics en vigueur, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- au certificat de signature du signataire : si le certificat de signature n'est pas émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de certification reconnue, le signataire doit transmettre les informations suivantes :
 - la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé
 - les outils techniques de vérification du certificat
- à l'outil de signature utilisé pour signer les fichiers : si le candidat utilise un autre outil que celui de la PLACE, il doit respecter deux obligations :
 - produire des formats de signature XADES, PADES ou CADES
 - permettre la vérification de la validité de la signature en fournissant gratuitement le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication en français et les pré-requis d'installation ; ainsi que le mode de vérification alternatif en cas d'utilisation impossible pour l'acheteur.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

4-2. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément aux dispositions des articles R-2185 1 et 2 , le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue.

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention suivante :

<p>Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie Direction Transports – Division Maîtrise d'Ouvrage des Routes Nationales A l'attention de Monsieur BOISSONNADE Jonathan Cité Administrative 1 rue de la Cité Administrative Bât.C – Bureau C 448* CS 80002 31074 TOULOUSE CEDEX 9 COPIE DE SAUVEGARDE pour marché n° DMORN-2020-14 Offre pour : Rocade Sud de Toulouse – Mise à 2x3 voies du périphérique Section Rangueil- Lespinet - Construction des écrans acoustiques « NE PAS OUVRIR »</p>

* Les bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation PLACE.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence DMORN-2020-14.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, doc, xls, odt, ods, odp seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Toute offre remise sur support « papier » ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R2132-11 du CCP sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles R2152-1 et 2 du CCP.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.